

Algérie, l'Archipel des vagues illusios, ressacs démobilisateurs et écueils couperets

Partie intégrante de la "Saison Africa 2020" (ajournée à cause de la crise sanitaire), l'exposition du Fonds régional d'art contemporain (FRAC) d'Orléans (Centre-Val-de-Loire) *Alger, archipel des libertés* délimite l'aperception historique au Festival panafricain de 1969 et au "Hirak" de 2019. Depuis le 03 juin 2021, elle occupe de la sorte un demi-siècle de combats rédempteurs vécus au sein d'un continent (l'Afrique) exagérément identifié à l'unique biotope « *en capacité d'écouter le monde (...)* », à un « *gigantesque parler* » enregistrant les paroles insolites et dévoilant les secrets enfouis. L'Afrique des imaginaires ancestraux, des fantasmes décodés et des mémoires recouvrées alimente dès lors les approches réflexives et prospectives de 19 intervenants (majoritairement du genre féminin) conviés à réfléchir la notion "Archipel", laquelle désigne un groupe d'îles proches les unes des autres. Issue d'une poussée volcanique préalable, cette proximité induit que les photographes, vidéastes, performeurs, plasticiens et dessinateurs entretiennent l'idée de ligatures entre des éléments disparates, de « *pont entre plusieurs périodes révolutionnaires qu'a connu et connaît jusqu'alors le continent africain* ». Il s'agissait bien chez eux d'habiter ou de traverser une plage calendaire pour investir une mise en ébullition singulière de l'espace scénographique, démontrer que l'Afrique est secouée de révoltes intrinsèques portées par une jeunesse disposée, « *à l'instar des mouvements indépendantistes et révolutionnaires des années 1950* », à ce qu'Alger (re)devienne l'agora des convaincantes conscientisations.

Seulement, s'enquérir des itinéraires volontaristes dans l'optique d'y puiser des récits cachés et occultes ou des images personnelles et introspectives, d'extraire « *les hurlements et silences des peuples africains* », de saisir ce qui stimule leurs possibles, ne gage pas de la bonne cohérence discursive et visuelle de ce puzzle reconstitué qu'est en somme la manifestation *Alger, archipel des libertés*. Privilégiant des passerelles iconiques et similitudes grammaticales admises en vertu de « *la rencontre des ailleurs* » et du "devenir commun", elle ajoute un maillon épistémologique à la chaîne mentale du Manifeste "Pour la fabrique du réel" (égalité, liberté, fraternité, féminisme), participe en cela à la révision propédeutique des cultures « *de l'Afrique, des Amériques, des mondes arabes, de l'Asie* » en ménageant toutefois la responsabilité de leaders africains trop souvent encensés ou épargnés (voire à ce sujet les dessins de la Sénégalaise Caroline Gueye). À nouveau, seule l' "héritière Europe" semble devoir supporter le fardeau de l'acculturation, se repentir de l'appropriation d'artefacts ou totems extirpés des cabinets de curiosités coloniales, s'excuser de « *l'échec de l'Universalisme* », particulièrement celui des philosophes des Lumières soutenant que, coagulée à une communauté d'êtres égaux en droits et devoirs, l'existence de chacun se négocie exclusivement à l'échelle internationale.

À contrario de cette doxa toujours majoritaire, le cosmopolitisme enraciné et l'afropolitanisme suggèrent que l'appartenance à une histoire singulière n'est pas obligatoirement antinomique à l'acceptation de l'universalisme occidental, de ses modes et modèles, qu'il y a des façons proprement africaines de s'affirmer citoyen planétaire, de penser localement la diversité des pratiques culturelles, leur similitude et circulation. Respectivement attribuées au Ghanéen Kwame Anthony Appiah et au Camerounais Achille Mbembe, ces deux notions, vulgarisées au milieu des années 1990 puis mi-2000 (2005), apostrophent des particularités et affiliations sectorielles à extrapoler. Défendre les racines immémoriales et vernaculaires revient d'une part à s'ancrer dans le continuum de peuples spécifiques, et à dénoncer d'autre part les scléroses de l'identité ethnique.

C'est notamment rejeter le réductionnisme racialiste des "Indigènes de la République" lançant dès janvier 2005 l' "Appel pour les assises de l'anticolonialisme postcolonial" et incitant six mois plus tard les déçus du cosmopolitisme des Lumières à gonfler la marche remémorant le 60° anniversaire des massacres perpétrés le 08 mai 1945 à Sétif (Constantinois). Exécrant la clôture identitaire, Appiah et Mbembe prônent à l'inverse l'interlocution entre le local et le global, la « *réciprocité entre l'univers du Muntu et le monde* », bref les fluidités contrariant la pureté originelle d'une Afrique préservée des habitus externes, Afrique dont la nomenclature foncière conjecturerait de facto le refus absolu des figures du multiple et du semblable. Appuyer cette version équivaut à nier ses apports à la totalité, à entériner les thèses ethnocentristes prétendant que, recroquevillée sur ses primats, elle n'a rien insufflé à l'art moderne, que l'immersion de l'Europe en "Terre-nègre" n'a pas résonné du côté de peintres en quête de spiritualité et découvrant ou embrassant des valeurs étrangères à leurs perceptions. Le vieux continent absorbera les traces du plus lointain dans sa contemporanéité stylistique, siphonage constitutif de la « *conscience de l'imbrication de l'ici et de l'ailleurs, (de) la présence de l'ailleurs dans l'ici et vice-versa* », signalera Achille Mbembe, enseignant pour lequel l'afropolitanisme entraîne irrémédiablement une « *sensibilité culturelle, historique, esthétique et politique, une certaine poétique du monde* » (A. Mbembe in "L'afropolitanisme et le cosmopolitisme enraciné, deux manières de penser l'Afrique", journal *Le Monde*, 13 janv. 2019).

À situer en dehors des entendements de négritude, de nationalisme anticolonial ou de panafricanisme, les concepts d'afropolitanisme et de cosmopolitisme enraciné inspirent autant les pérégrinations des créateurs afrodescendants ou arabo-européens que les interrogations d'Abdelkader Damani. Volontiers afroféministe, le commissaire d'Alger, *Archipel des libertés* les emprunte avec la détermination de « *Réécrire l'histoire à partir de postures inclusives prenant en compte la dimension géographique et anthropologique des récits* », l'envie de convertir sa "Fabrique du réel" en orchestre « *des disputations contemporaines* ». Recadrant la mobilité des cultures, origines et identités, il équilibre l'imbrication des signes entre l'Occident et une Afrique dite « *espace de l'écoute* », sans entendre cependant les fausses notes de certains plasticiens trop unilatéralistes. Leur grille de lectures stigmatise la "Vieille Europe" et refuse d'admettre que, « *Qu'on le veuille ou non, que cela fasse plaisir ou pas, l'entrée de l'Algérie dans la modernité s'est faite avec la colonisation* » (Mohamed Harbi, in l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, 05 juil. 2012).

Le consentir, ce n'est nullement conforter l'article 04 (second alinéa) de la loi du 23 février 2005 (votée par le Parlement de l'Hexagone) portant sur les bienfaits de l' "Intrusion gauloise", stipulant que « *Les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord* », mais plutôt approfondir « *le dialogue critique et la réflexion partagée* » (Nicolas Bancel et Pascal Blanchard, in "Comment en finir avec la fracture coloniale", *Le Monde*, 16 mars. 2005 », réconcilier les mémoires, écrit aujourd'hui Benjamin Stora.

Axé sur une base ethnico-sociale, le repli communautariste et séparatiste ghettoïse le débat culturel, privilégie, sous couvert de condescendances, une version minimale zappant la face "B" de la pièce ou du disque.

Aussi, désapprouvant le titre glorificateur *Alger, archipel des libertés*, nous avons opté en faveur de celui qui, retournant le stigmate de l'illusionnisme, renvoie secondement à l'opus *L'Archipel du goulag 1918-195*, livre à partir duquel Alexandre Soljenitsyne révélait en 1973 le système carcéral de l'ex-URSS.

Le dissident soviétique employait alors le terme "Archipel" avec l'intention de décrire des camps dispatchés (telle donc une pléthore d'îlots) à l'intérieur de la vaste Russie, d'évoquer l'incarcération arbitraire de milliers de détenus d'opinions reliés les uns aux autres par la seule cartographie concentrationnaire. Diriger, en ultime écho, le focus sur l'examen acerbe et réaliste de l'intellectuel russe, c'est de facto rappeler que l'Algérie s'enfoncé irrémédiablement dans l'impasse autoritaire (intitulé du journal *Le Monde* du 05 juin 2021), dénoncer a fortiori l'option enjouée et fantasmatique du commissaire principal de ladite monstruation (*Alger, archipel des libertés*). Prolongeant sa fonction (2021-2024) au sein d'une institution régionale dorénavant ouverte (depuis 2015) aux temporalités et percussions de l'Amérique latine, de l'Afrique ou des Mondes arabes, Abdelkader Damani interprète quant à lui le vocable "Archipel" en tant que constellation de diverses migrations esthétiques ou intonations plastiques, l'emploie pour faire d'Alger le point d'orgue des tempos africains, la cité carrefour des utopies postcoloniales. Le curateur algéro-français convoque l'ancienne "Mecque révolutionnaire" (propos empruntés à Amilcar Cabral) parce qu'elle « *incarne à bien des égards le souvenir des mouvements africains d'émancipation qui ont marqué la seconde moitié du 20e siècle. Si la ville, et tout le pays, plongèrent dans une période sombre à partir des années 1990, c'est en tant que puissance subversive qu'elle ressurgit aujourd'hui sur la scène internationale et renoue avec son passé contestataire : depuis février 2019, Alger est le théâtre d'une révolte spontanée portée majoritairement par la jeunesse algérienne descendue en masse dans la rue pour réclamer le changement* ».

Autrefois pôle du tiers-mondisme, du panafricanisme et de l'anti-impérialisme, la capitale algérienne transmutait le 22 février 2019 en « *ville de marcheurs (qui la) reformulent, (y) recréent des codes sociaux, (s'y) battent de manière nouvelle (...), renégocient tout (...) à cet endroit. C'est juste sublime. C'est très beau.* », s'exclamait le concepteur de la première Biennale de Rabat (A. Damani, in *L'Expression*, 25 sept. 2019). Considérant à ce moment-là « *que tout le monde se doit d'aller vivre cette expérience* », de se perdre corps et âme au milieu du "Peuple-Génie", il collait à l'événement, se fondait au cœur du flot communautaire, magnifiait à l'occasion cette mouvance colorée relevant à ses yeux « *d'une esthétique sublime !, (d')une grande révolution artistique* », se perdait en conjecture jusqu'à béatement et naïvement croire que « *(L') on va certainement régler le problème et aller vers une démocratie le plus rapidement possible* ».

Or, soulignait encore le journal *Le Monde* du 05 juin 2021, « *Un nœud coulant étouffe peu à peu le désir de démocratie des Algériens, à la veille des élections législatives de samedi 12 juin, censées parachever la normalisation institutionnelle du pays. Une répression massive, disproportionnée, face à un mouvement non violent, a eu raison du Hirak* ». Sans présager de la complète désintégration de ce dernier, notre contrefeu analytique s'applique avant tout à remettre les pendules à l'heure face à l'auteur d'un texte liminaire renouant avec la rhétorique lénifiante et pamphlétaire des années de plomb, lesquelles débiteront bien avant la communément admise "Décennie noire" (1990-2000). Cédant à l'euphorie ambiante et s'extasiant devant le tableau de manifestants battant hebdomadairement le pavé, l'émotif et enflammé Abdelkader Damani voit maintenant Alger comme le « *fond mémoriel de l'imaginaire et de la prise de conscience des peuples d'Afrique* », le phare d'une « *révolte nationale inattendue, qui prend communément le nom de la Révolution du sourire par son caractère pacifiste* ». En acclimatant la Ville au lyrisme superfétatoire des décennies 60 et 70, à une époque où y campaient des « *mouvements révolutionnaires de pays d'Afrique, d'Europe et d'Amérique.* », l'énoncé mirifique la sublime de manière à conjuguer deux chronotopes festifs (Le "Panaf" du 21 juillet 1969 et le "Hirak" du 22 février 2019) à la « *volonté d'émancipation des peuples* ».

Ce raccourci enchanteur enjolive la réalité, ignore les données objectives que livreront très tôt les rédacteurs de *Programme de Tripoli* (mai-juin 1962), feuille de route initiale faisant aussi d'Alger-la-Blanche la base méditerranéenne du non-cosmopolitisme culturel.

Elle circonscrit d'autant plus les renoncements d'une Algérie rétive aux narrations polysémiques et alternatives modernistes que sur le fleuve tranquille des logomachies apaisantes Houari Boumediène mènera à bon port le mythe d'une "Mecque révolutionnaire" garante des damnés de la terre et autres opprimés de l'impérialisme Yankee. Le zaïm au cigare et burnous conduira ainsi la barque de fidèles apôtres noyés par la propagande d'idolâtres convaincus que dans le pays « (...) de l'autogestion et de la révolution agraire (...) qui a nationalisé toutes ses richesses naturelles, maîtrisé son commerce extérieur (...), qui s'industrialise, se cultive et se tient debout aux côtés de tous les peuples en lutte (...) », l'Homme nouveau « (...) avançait à pas de géant. ».

En prologue à son roman *L'As*, Tahar Ouattar mentionnait aussi que ce "Citoyen de Beauté" se tenait « (...) aux côtés de tous les partisans de la liberté, de la paix et de la justice », adhérait sans concession aucune aux régulations quinquennales magnifiant l' "industrie-industrialisante", les certitudes planificatrices structurant les palliatifs unanimistes que reprendront en cœur de suppléants prédicateurs radicaux.

Rétifs au relativisme anthropologique et brassages artistiques, déconnectés du pré-monde de l'immanence et accordés à l'univers mythico-millénaire, leurs prêches amorçaient déjà la bifurcation essentialo-fondamentaliste, préparaient les esprits à la recombinaison politico-culturelles en cours, annonçaient l'onde de choc civilisationnelle d'autochtones en quête d'une axiologie de rechange ou de secours toutefois toujours amendée aux protocoles de la martyrologie. Trois ans après *Omar Gatlatto* (1976), film rompant avec le cinéma du Héros national, avec les envolées lyriques du synopsis formaté, avec les assertions laconiques et volontaristes, la mort du "socialisme-spécifique" fortement teinté de religiosité s'éclipsait au profit de poussées "barbaresques" piétinant ce qui restait des fausses prétentions marxistes. Fin de l'Histoire d'après Francis Fukuyama, octobre 1989 (chronotope majeur après le mois de novembre 1979) marquera la bascule des déportés de l'Empire de l'Est à leur tour en perdition idéologique. Au Nord comme au Sud, tous les anciens embastillés du "Capital collectiviste" ne rouleront dorénavant qu'en faveur de l'économie de marché et c'est en soldat de sa rentabilité la plus sauvage que Bouteflika dilapidera la manne issue de l' "excrément du Diable" : le pétrole.

Rapidement détournée de ses marges de manœuvres progressistes, la dynamique rebelle qui l'empêchera de briguer le promis cinquième mandat ne drainera pas la "puissance subversive" nécessaire à l'établissement d'une modernité politique, économique, culturelle et artistique. Surplombant, l'emballement flatteur et trompeur d'Abdelkader Damani traduit en somme un manque flagrant de connaissances historiques. Persuadé d'avoir, au plus près, saisi la concrétude de la supposée Révolution, il n'appréhendera pas les contrecoups déstabilisants auxquels s'exposaient des hirakistes tournant, vendredi après vendredi, en rond puisque incapables de répondre efficacement à la problématique de la Rupture paradigmatique à même d'entraver la reconduction d'un régime arc-bouté sur des postulats renvoyant pour la plupart à la notion d'authenticité (révolutionnaire, culturelle, culturelle etc...). La sémantique aux accents déistes occupe tous les espaces, y compris celui normalement plus autonome de l'art moderne et/ou contemporain, c'est dire l'impact grandissant qu'a eu sur les esprits et mœurs la "Concorde civile" du 08 juillet 1999, "Grâce amnistiant" facilitant l'outrancière thésaurisation d'une rente privée de garde-fous.

Depuis, le référent religieux inonde tellement l'ensemble des discours que des médecins recevront des exemplaires du Coran en guise d'encouragement à la lutte anti-Covid 19, que la vaccination généralisée ne débutera qu'après avoir reçu l'extrême onction de dignitaires musulmans.

Dans l'univers de l'Ovalie (rugby), les puristes savent parfaitement que les rencontres opposant une équipe à celle des All Blacks de la Nouvelle-Zélande commenceront par l'inévitable Haka (cérémonial chanté et dansé), et c'est pareillement lorsque les divers imams en termineront avec le *taslîm* (salutation finale de la prière) que les fidèles se lèveront pour rejoindre les rangs du rituel défilé des "Vendredires". Au complet, l'ensemble des concernés entameront la déambulation protestataire, sorte de circonvolution que surveillera étroitement un pouvoir militaro-islamisant drapé sous les rassurantes apparences de la "Nouvelle Algérie". Probablement concocté par la Direction générale de la communication, de l'information et de l'orientation (DCIO), le slogan de l'après élection présidentielle du 12 décembre 2019 met un peu plus au jour et à jour les récurrentes perversités de fouineurs de l'ombre partout présents et agissants.

Porte-flingues anonymes des coups fourrés, acteurs sous-jacents de la déstabilisation performative, ils désamorcent les convergences qu'intellectualisent quelques observateurs assidus du jeu et champ politiques. Parmi eux, l'universitaire Rachid Tlemçani validant justement le vendredi 05 mars 2021 (jour du 58^e défilé du "Hirak") le mot d'ordre « *Moukhabarate irhabia, tasqot el mafia el askaria* » (Services de renseignement terroristes, à bas la mafia militaire). Contrairement aux voix timorées demandant sa neutralisation, le politologue jugeait qu'il « *pose une question absolument centrale qui est celle de la police politique (car) l'échec des Printemps arabes est dû au fait qu'ils n'ont pas réussi à (la) défaire* ». (R. Tlemçani, in *El Watan*, 06 mars. 2021)

Démanteler la Gardienne du temple, l'ossature de ses signifiants maîtres et complots interlopes, n'est pas une mince affaire tant elle se mêle de la vie des partis et associations, de l'imprimatur des médias et de la distribution publicitaire, des listes d'habilitations bloquant les carrières administratives et professionnelles. Omniprésente dans tous les rouages de l'État, la "Stasi algérienne" gère les dispositifs régaliens basés sur la croissance autocentrée et hyper-protectionniste, le capitalisme de copinage ou de consanguinité, la régulation pécuniaire de monopoles démonétisant l'essor politique, économique, culturel et artistique du pays. Le dos au mur depuis que les hirakistes aborderont avec acuité ses pernicieuses intrusions (exigeant parallèlement que les généraux rentrent dans les casernes), cette faction caporaliste ressert les rangs.

Se sentant comme jamais jusque-là démasquée, elle redouble l'intensité de la répression et de l'intimidation, emprisonne à tour de bras, augmente d'un cran le ligotage sécuritaire, consacre le primat de la censure et de la torture, des réflexes liberticides sanctionnant les intermédiaires du "Hirak". Les enfermer et noyauter en remobilisant l'appareil juridique ou le corps des magistrats corrompus participe des logiques de survie d'une police politique sans laquelle le régime des pronunciamientos (le premier renversera en septembre 1962 le Gouvernement provisoire de la république algérienne) s'effondrerait. Organes tentaculaires, les directions générales de la sécurité intérieure (DGSÎ), du renseignement technique (DGRT), de la documentation et de la sécurité extérieure (DGDSE) (trois branches remplaçant l'ex-Département du renseignement et de la sécurité -DRS), le maintiennent à flot en lui inoculant ces piqûres de rappels que sont les dates mnésiques et martyrologiques.

Elles le régénèrent tout en se bornant aujourd'hui à déchiffrer les messages pro-"Hirak" et à bidouiller les conditions de leurs instrumentalizations. En veille permanente, les cellules de fragilisation et de déboussolage articulent les manœuvres dilatoires ou stratégie de communication, implémentent au niveau des rédactions complices la programmation entropique inhibant l'émergence des contradicteurs, torpillent les journaux ou webzines aux articles d'investigation et contributions pertinentes, mandent face à eux les circuits cathodiques d'une "Famille révolutionnaire" paranoïaque, atteinte du syndrome d'hubris (overdose de pouvoir) et s'ingéniant à faire de l'anti-France la variable d'ajustement des obstructions pavloviennes et dérivées coercitives synonymes d'Archipel des goulags. Recourant à la sempiternelle cinquième colonne ou "Main invisible", elle chargera le ministre conseiller à la Communication et porte-parole de la Présidence de certifier que le "Hirak" reste « *infiltré, manipulé et utilisé par des lobbys étrangers hostiles à l'Algérie* » (Belaïd Mohand-Oussaïd, émission "À cœur ouvert" diffusée le jeudi 09 avril 2020 sur l'ENTV, chaîne nationale).

Accusée de complaisance à son égard, la chaîne d'informations "France 24" se voyait retirer le 13 juin 2021 son accréditation, une proscription motivée également par « *le non-respect des règles de la déontologie professionnelle, la désinformation et la manipulation ainsi qu'une agressivité avérée envers l'Algérie* », attestait, via l'agence officielle APS, le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer. La décision survenait juste au lendemain d'un scrutin législatif anticipé marqué par un fort taux d'abstention (77%) confirmant, après la Présidentielle de décembre 2019 (60,22% de non-votants) et le Référendum constitutionnel du 1^{er} Novembre 2020 (23% de participation) le désintérêt probant des Algériens. Ils clament le démantèlement du système de gouvernance instauré dès l'Indépendance pendant que le sommet hiérarchique des décideurs laisse ouïr que les doléances du mouvement contestataire ont été satisfaites.

Caisse de résonance pour les sourds, le "Hirak" n'est décidément pas la Révolution espérée ou plébiscitée et Alger pas davantage *l'Archipel des libertés*. Contrariant l'adage "En mai fait ce qu'il te plaît", les forces atrophiques du "Front intérieur" se sont liguées pour cibler les rares figures de proue, les assigner à résidence, aux interrogatoires musclés ou aux cachots, contracter leur amplitude vocale et, telles des chiennes aboyeuses, entraîner le gros du troupeau vers le cul-de-sac que taraude l'agenda des chefs militaires.

Déférant au cahier des charges des partenaires occidentaux, ils agrément le principe du suffrage dans le but de fermer le clapet sur la séquence "Hirak", acceptent d'intervenir hors des frontières pour sauver le semblant de souveraineté d'un Président jouant le rôle de la veuve effarouchée quand les analystes les plus obtus expliquent aux internautes le dessous des cartes ou postures.

Nonchalant et chancelant, sans charisme notoire et physiquement diminué, le coopté des cagarins (Tebboune) proroge les mêmes clauses butoirs menant à la procrastination stagnante d'une mythifiée el Djazaïr protectrice des plus faibles, prête à couvrir les zones conflictuelles, à se projeter hors du territoire pourvue qu'en arrière-plan rien ne change vraiment. Tampon et assurance tous risques de l'Europe, l'Algérie postcoloniale tente de redorer son blason écorné, de crédibiliser aux yeux de la communauté internationale des promesses réformistes ne répondant en rien aux vœux pieux d'Algériens désabusés, méfiant vis-à-vis de la fraude ou aspirant légitimement à la liberté d'opinion et de conscience, à l'instauration d'une démocratie garantissant la séparation des pouvoirs, celle inhérente au divorce du spirituel et du temporel n'étant pas à l'ordre du jour.

Objet de véhémentes controverses, la sécularisation ne représente pas la préoccupation majoritaire et prioritaire d'hirakistes plus préoccupés par la hausse du chômage. Préférant évacuer, au nom d'un tacite consensus, la laïcisation de la société, ils focalisent l'attention sur l'indépendance de la justice et de la presse, la prédation tous azimuts, l'assainissement des réseaux d'échanges, le renouvellement, au stade de l'ensemble des échelons bureaucratiques, du personnel corrupteur et corruptif.

Déloger du rafioteur ou bateau ivre tous les rats spoliateurs et tripoteurs, voilà ce que souhaitent concrétiser, au nom de la "Vraie Révolution", les invétérés de la table rase. Significatif du ras-le-bol général, le leitmotiv "Dégagez tous" (Trouhou Gaâ), que fuira comme la peste Kamel Daoud, se convertira en abstention non-violence recyclant les subalternes du cercle renié. En se détournant des urnes, les pacifistes (de la Silmiya) ou dégoutés ont remis en selle d'identiques attentistes. De là, les paradoxes d'un "Hirak" inconsistant et impuissant lorsque l'impératif exigeait de fructifier en monnaie sonnante et trébuchante le renoncement forcé d'Abdelaziz Bouteflika.

Le sociologue Nacer Djabi a beau persuader que cet élan salvateur et béni « *ne se résume pas aux seules marches populaires* », symbolise « *un état d'esprit, un nouveau rapport des Algériens à la politique, à leurs institutions officielles* », qu'au bout de deux années de manifestations il s'est inséré « *dans la tête des (...) jeunes générations (...) devenues plus revendicatives, plus désireuses de changer leur pays* » (N. Djabi, in *20 Minutes*, 13 juin. 2021), sa poussée autotélique n'engendrera pas le dépassement attendu, le saut qualitatif en mesure de délivrer la nation des pesanteurs du statu quo, de lui greffer les adjuvants de ses modernités.

Faute de recul réflexif, de déclics disruptifs et de relais préventifs, les acteurs du "Hirak" n'ont pas transformé leur insoumission en alternative démocratique crédible, en transition polygraphe ou prophylactique et tout est à repenser. Repartir à Zéro ou de Zéro, cela correspond à étayer la bonne histoïcité (le fait que les choses changent) en pulsions ou mutations d'impasse puisque, aussi cinglantes soient-elles, les successives gifles électorales issues des trois boycotts consécutifs n'ont eu aucun effet avéré sur l'entêtement d'ordonnateurs hypothéquant et phagocytant la catharsis déclenchée à Kherrata le 16 février 2019. En mode fuite en avant, ils tracent l'itinéraire de l'aveuglement perfide et des compromissions compensatoires, parachèvent, avec les Législatives du 12 juin 2021, leur reprise en mains de la spéculation oligarchique jugulant les pouvoirs de l'argent et ceux de la gouvernance administrative.

Implantée par Abdelaziz Bouteflika et sa fratrie, la "Issaba" (bande de malfaiteurs) des indus avantages et abus de fonction, des trafics d'influence et violations de la réglementation des marchés publics, se trouvant désormais sous les verrous, le conglomerat militaro-industriel re-détient les leviers de l'argent sale, de l'attribution des financements spéciaux, de la redistribution endogamique et séminale des privilèges.

Architecte des connivences territoriales et balances sectorielles, il pianote sur la partition hybride d'une économie à la fois étatisée et libérale, rythme le découpage monopolistique du bien-être matériel des heureux élus, encarte des parlementaires dociles siégeant au sein d'une Assemblée plus que jamais islamo-conservatrice. Installés dans leur synthèse binaire de factotums liquidateurs, les commandeurs verrouillent le champ politique, mitonnent une Constitution réitérant les Constantes nationales, matrices perlocutoires de la narration tutélaire et de la Grande OPA mémorielle.

Circulation confiscatoire, l'Histoire se répète comme une parodie d'elle-même, s'embourbe en simulacres de transparences et de normalisations institutionnelles, en lourdeurs des dépouillements ou procédures, en tours de passe-passe arithmétiques, en préconisations soustractives ou adversatives, en vortex (tourbillon dans un fluide en écoulement) centripète, en primat du même sous les apparences de la "Nouvelle Algérie".

Ignorant la réprobation publique et méprisant des adversaires interdits de table de négociations, les maîtres des horloges s'appliquent à les rendre personæ non gratæ, antinationaux et infidèles, abusent de préjugés et de procédés discriminatoires, freinent les initiatives de ceux désirant tirer leur contrée vers l'avant. Plutôt que de l'accrocher aux wagons conducteurs de la prospérité concurrentielle, les contempteurs de centralisme ou partisans du putsch permanent s'appliquent à remettre sur les rails les invariants d'un Front de libération nationale (FLN) censé être remis au musée.

Catalogue des exaltations présentielles ou forum des émulations iconographiques, celui d'Alger rendait, le 08 juin 2021 (journée annuelle et officielle de l'Artiste), hommage au premier directeur de l'École nationale d'Architecture et des Beaux-Arts (octobre 1962-juin 1982), Bachir Yellès-Chaouche, promu, en la circonstance, au stade de professeur émérite ayant « *modélé des générations entières* », d'esthète emblématique (...) *d'une exceptionnelle créativité* », de pionnier contribuant (...), *à l'essor de notre culture au patrimoine* » (in *El Watan*, 12 juin. 2021), de guide faisnt de l'institution du Parc Zyriab ou Gatliff « *un phare prestigieux de la formation artistique* » (in *Reporters*, 10 juin. 2021) et concourant au rayonnement mondial de la peinture algérienne contemporaine.

Largement amplifiée, l'envergure réelle du Tlemcénien (de naissance) ne dépasse pas le registre de l'agent gracieusement habilité à orienter les « *destinées de l'École nationale des Beaux-Arts au lendemain de l'indépendance* », une mission vécue « *comme un véritable sacerdoce* » (B. Yellès, in *El Watan*, déjà cité) et qui, eu égard au non-assimilationnisme duquel procédait le processus révolutionnaire, induisait une césure avec « (...) *la stérilité des méthodes (...), quelques copies d'après les moulages de l'antique, (...)* » (Arsène Alexandre, in *Réflexions sur les arts et les industries d'art en Algérie*, éditions l'Akhbar, 1907) léguées par la culture coloniale.

Psychologiquement subordonné à la pédagogie gréco-classique puis enclin à approuver les résolutions des caciques du Bureau politique du Front de libération nationale (FLN) ébahis devant les fresques socialisantes ou les portraits réalistes d'un chef d'état du bloc de l'Est, le récipiendaire de bourses d'études (l'envoyant successivement à l'École parisienne du Quai Malaquais et à la Casa de Velázquez) et ex-président fondateur de l'Union nationale des arts plastiques (UNAP) se contentera d'avaliser les critères académiques des Métiers d'art avant d'homologuer les pastiches réticulaires de propagandistes acquis à « (...) *la figuration héroïque des moudjahidine et de la lutte de Libération* », précisera plus tard le journaliste Georges Chatain.

Venu dès décembre 1962 en Algérie, ce Pied-rouge ou néo-djounoud du développement collectiviste parlera néanmoins de "Presqu'île de modernité" au sujet de d'une institution où son épouse Eugénie Dubreuil y dispensera quant à elle des cours d'histoire de l'art. Elle sera effacée du tableau d'honneur lorsque l'hôte de marque citera les professeurs grâce auxquels « *nous avons pu surmonter les difficultés pour mener à bien cette tâche de formation et de participer à notre manière la reconstruction de notre pays* » (B. Yellès, in *El Watan*, déjà cité).

La *puissance subversive* que relate dans son texte apologétique Abdelkader Damani n'imprimera pas le quitus et corpus d'une École où, régnant en pacha, Yellès se détournera de la transgression esthétique que M'Hamed Issiakhem et Denis Martinez souhaitaient transfuser, l'un via l'expressionnisme abstrait, l'autre à partir de la "Plongée fanonienne", une spéléologie archétypale dans le substratum immémorial (sorte de cosmopolitisme enraciné et afropolitanisme avant l'heure) en principe génératrice de désynchronisation avec le hic et nunc (ici et maintenant) des calibrages visuels et mantras syntaxiques.

De peur de se retrouver complètement en dehors du cadre verbal étiquetant leur identité d'artiste militant, les deux peintres cités ne se déroutent du sentier des logorrhées lénifiantes, réduiront néanmoins, au plan proprement plastique, l'écart grandissant implanté entre les orientalistes de la villa Abd-el-Tif ou héliotropes de l'École d'Alger et les avant-gardes de l'art moderne. C'est précisément leur aura anticonformiste que détestait et redoutait un ancien gestionnaire du Musée national des Beaux-Arts d'Alger (MNBA) s'octroyant des projets d'agencement ou de décoration adressés par les instances caporalistes. Il en distribuera aux enseignants de complaisance qui engageront des étudiants convertis en petites mains de la solde minimale. Minimisant le non éclectisme et les louvoiements du commis de l'État algérien, la célébration du 08 juin 2021 insulte les non-assujettis à l'origine de son éviction.

Leur grève du printemps 1982 mettait concomitamment fin au Certificat d'aptitude à une formation artistique supérieure (CAFAS), conditionnait le rétablissement de relations moins interlopes et, par effets rétractifs, des collaborations enseignants-étudiants débouchant trois ans après sur la création de l'École supérieure des Beaux-Arts d'Alger (ENSBA) : aucun "des baroudeurs-frondeurs de l'époque révolutionnaire" n'y sera admis, les occultes enquêtes d'habilitation ne les autorisant sans doute pas à compenser le fossé (brièvement décrit plus haut), à y injecter les ingrédients des contemporanéités esthétiques et conceptuelles.

L'absence remarquée et répétée des plasticiens algériens locaux aux rendez-vous internationaux (invitations de curateurs renommés aux biennales ou documentas) résulte directement des conditionnements idéologiques d'un régime laudateur et courttermiste, sans vision stratégique, engoncé dans l'aporie compulsive des décennies 60 et 70, accaparé à la reconduction clanique de thuriféraires nostalgiques obéissant aux dogmatismes environnants, remettant sur le gril la question de la repentance, s'ingéniant à rallumer la flamme patriotique et à domestiquer le tropisme de retour aux sources.

Au cours d'un point de presse, l'ex-ministre de la Culture Khalida Toumi répétait ainsi que ceux qui, le 1^{er} Novembre 1954, hissaient haut les armes, gardaient ancré en eux l'objectif de « *sauvegarder l'authenticité patrimoniale de l'Algérie* » (K.Toumi, 2^{ème} Salon national des arts plastiques de Souk-Ahras, 08 juin. 2012), une tâche à laquelle se dévoue maintenant la substitue du "Chouchou patrimoine", Malika Bendouda. Celle-ci suit les conventions ratifiées lors des accords algéro-européens ou franco-algériens, répond aux exigences managériales transformant les établissements culturels en entreprises à but lucratif. Logiquement profitable au département design, la perspective économique ne soulève pas la passion des potentiels aficionados ou spéculateurs du marché, encore moins celle de pouvoirs publics vent debout *Quand l'art dérange*.

Diffusé le mercredi 02 juin 2021 sur la chaîne franco-allemande Arte, cette émission, (compartimentée en trois reportages -Pouvoir et politique, Foi et Religion, Féminisme et genre-) explique (au sein du premier) pourquoi et comment le Chinois Ai Weiwei à gagner sa légitimité d'artiste contemporain.

Récalcitrant à l'égard de ses gouvernants, ses œuvres iconoclastes s'opposent dès 1979 au réalisme-socialiste, influencent profondément la sphère endogène, provoquent des prises de conscience vis-à-vis d'une société oscillant entre libéralisme et collectivisme, capitalisme anarchique et système centralisé, témoignent, parfois par le biais des réseaux sociaux, du massacre de la Place Tian'anmen (1989). Commencée à cet endroit, la série *Étude de perspective* (1995-2003) décline un doigt d'honneur dressé envers les bâtiments symboles des valeurs établies et qui trônera en 2000 au milieu de l'exposition *Fuck off*. Dévoilant les tactiques de la police secrète et contournant l'omerta entourant la commémoration des victimes du même événement, le poème *Oublions*, posté en juin 2009 sur internet, vaudra à son auteur une suite de représailles (comptes et blogs fermés, passages à tabacs, destruction des outils de travail et de l'atelier). Arrêté deux années après (03 avril 2011) à la suite de la campagne de répressions du mois de février, il sera soupçonné d'évasion fiscale, subira des interrogatoires musclés et cautionnera des enregistrements filmés en guise d'excuses ou de méa-culpa. Relâché sous caution et sur parole de remboursement, Ai Weiwei poursuivra un cycle de condamnations relatives à l'immolation de 125 Tibétains, aux migrants ou exilés décédés en Méditerranée, d'où la colonne de 2016 recouverte à Berlin de gilets de sauvetage.

Si ce type de production interpelle normalement et directement les Algériens, leurs artistes n'ont pas eu l'audace d'aborder le sujet des harraga (brûleurs de frontières ou de papiers) avec la même accentuation visuelle, probablement en raison d'une frilosité psychique, d'un manque de maîtrise des enjeux et contextes, de positionnements politiques, d'affables complaisances avec le mainstream. En dehors du podium du marché international de l'art, privés d'ateliers-usines, de collectionneurs avertis, les plasticiens du cru font pâle figure et ne retentissent qu'à l'intérieur des vases clos de la reconnaissance diplomatique. L'Institut français d'Alger (IFA) dimensionne l'aura de courtisans trouvant auprès de l'ambassadeur de l'Hexagone, ou du préposé à la Culture, le nivellement de leur congratulation. Ces oiseaux pélagiques (qui sont au large) s'éloignent délibérément des affrontements d'idées, s'accommodent de l'état d'hibernation et de l'immobilisme mortifère, des sanctions et harcèlements judiciaires, des pressions des services de sécurité, ne s'attaquent pas à la violence d'État et à la caste des généraux, aspirent seulement à améliorer leur condition de prétendants au statut d'artiste.

Démissionnaires patentés, ils enrobent les indignations de contorsions moralistes et de mystifications curiales, simulent, à base de superlatifs, leur admiration, flattent, par pur opportunisme, un Bachir Yellès atteint du syndrome de Stendhal (émerveillé par trop de beautés orientales), se photographient près de lui ou de ses images d'Épinal, n'aiment pas le son de cloche primesautier des décryptages sans concessions, les diagnostics qui, à mille lieues des offres fictionnelles et lacunes anachroniques, grattent le vernis des poudres aux yeux, des Unes dithyrambiques ou des intitulés mirages laissant penser qu'Alger la corsetée se métamorphose en *Archipel des libertés*.

Saâdi-Leray Farid, sociologue de l'art et de la culture